



Conseil de sécurité

Distr. générale
27 juillet 2023
Français
Original : anglais

Lettre datée du 26 juillet 2023, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous informer que les États-Unis, qui assurent la présidence du Conseil de sécurité en août, tiendront le jeudi 3 août 2023 un débat public sur la famine et l'insécurité alimentaire mondiale engendrée par les conflits. Afin de contribuer à orienter le débat, les États-Unis ont établi la note de cadrage ci-jointe (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,
Représentante des États-Unis
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Linda **Thomas-Greenfield**



Annexe à la lettre datée du 26 juillet 2023 adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies

Note de cadrage à l'intention du Conseil de sécurité en vue du débat public de haut niveau sur la famine et l'insécurité alimentaire mondiale engendrée par les conflits qu'il tiendra le 3 août 2023, à 10 heures

Synthèse

Le monde connaît une progression alarmante de l'insécurité alimentaire aiguë, qui menace la paix et la sécurité internationales aux quatre coins du globe. Le Conseil de sécurité tiendra un débat public en vue de recenser et de promouvoir des solutions à l'insécurité alimentaire provoquée par les conflits, laquelle peut elle-même exacerber les conflits liés aux ressources. D'après les estimations du *Rapport mondial sur les crises alimentaires 2023*, en 2022, 258 millions de personnes se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë et nécessitaient une aide alimentaire d'urgence, ce qui représente le chiffre le plus élevé depuis la publication du premier rapport voici sept ans. Dans leur rapport intitulé « Hunger Hotspots. FAO-WFP early warnings on acute food insecurity: June to November 2023 outlook » couvrant la période de juin à novembre 2023, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial, tout comme le Réseau de systèmes d'alerte rapide aux risques de famine dans ses estimations des besoins maximaux pour la période allant jusqu'à décembre 2023, font un état des lieux des pays où les populations sont menacées de famine et de mort faute d'intervention humanitaire d'urgence, à savoir l'Afghanistan, Haïti, le Nigéria, la région du Sahel (Burkina Faso et Mali), la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan et le Yémen.

En novembre 2022, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Guterres, a annoncé la nomination de M^{me} Reena Ghelani au poste de Coordinatrice des Nations Unies pour la prévention de la famine et la réponse, ce qui constitue un jalon important dans le renforcement de l'action internationale. Ces dernières années, les États Membres, l'ONU, la société civile et le secteur privé ont mené une action d'envergure mondiale pour éviter les issues les plus catastrophiques et lancé un programme de renforcement de la sécurité alimentaire et de la résilience.

Partout dans le monde, les conflits armés exacerbent la faim. S'appuyant sur les débats publics du Conseil de sécurité sur les conflits et la faim organisés par les États-Unis en 2021 et 2022, sur l'appel à l'action relatif à la feuille de route pour la sécurité alimentaire mondiale (mai 2022) et sur la déclaration du Sommet des dirigeants sur la sécurité alimentaire mondiale (septembre 2022), le débat public qui se tiendra pendant la présidence américaine du Conseil mettra en avant l'enjeu générationnel que représente la lutte contre l'insécurité alimentaire aiguë et façonnera un objectif ambitieux pour éradiquer la famine dans le monde.

Les liens entre les conflits armés et l'insécurité alimentaire, y compris leur lien avec la famine, sont depuis longtemps mis en évidence par le Conseil de sécurité, notamment dans sa résolution 2417 (2018). Pour éliminer la famine et l'insécurité alimentaire engendrée par les conflits, il faudra adopter une vision complémentaire à court et à long terme, associée à un leadership diversifié, à un dialogue multilatéral et à un partenariat durable avec les secteurs privé et philanthropique, la société civile et les institutions internationales. L'expérience passée montre que les efforts déployés pour éviter la famine se révèlent fructueux lorsque la communauté internationale se fixe des objectifs et se coordonne avec les donateurs et les partenaires d'exécution ;

on peut notamment rappeler la campagne de lutte contre les quatre famines (2016-2017) et l'initiative de mesures d'anticipation visant à lutter contre le criquet pèlerin (2020-2021). Les efforts futurs pour éviter la famine nécessiteront un examen approfondi des causes profondes de l'insécurité causée par les conflits et les changements climatiques.

Objectif

Ce débat public a pour objet de recenser les possibilités de renforcer, de coordonner et d'intensifier les efforts déployés par l'ONU et ses partenaires d'exécution, les États Membres, la société civile et le secteur privé afin de renforcer les systèmes alimentaires mondiaux et de prévenir les famines à l'avenir pour réduire les conflits.

Contexte

Alors qu'ils assuraient la présidence du Conseil en mars 2021, les États-Unis avaient organisé un débat public consacré au cycle de l'insécurité alimentaire due aux conflits et à la nécessité de lutter contre la famine et la malnutrition aiguë. Cette séance avait été l'occasion de renforcer au sein du Conseil la volonté de faire progresser les efforts internationaux de lutte contre l'insécurité alimentaire mondiale. Lors de son intervention, le Secrétaire général avait annoncé la création d'une équipe spéciale de haut niveau sur la prévention de la famine afin que cette question soit examinée de manière concertée à un haut niveau et qu'une aide soit fournie aux pays les plus touchés.

L'année suivante, en mai 2022, les États-Unis avaient convoqué une séance au niveau ministériel à l'ONU afin de mobiliser l'action autour d'objectifs stratégiques pour lutter contre les pires effets de la crise mondiale de la sécurité alimentaire – exacerbée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les changements climatiques et les conflits – et en atténuer les effets. Cette séance avait rassemblé un groupe de pays très diversifié sur le plan régional, notamment ceux les plus touchés par l'insécurité alimentaire et ceux en mesure de contribuer à renforcer les efforts en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de résilience à l'échelle mondiale. La séance avait débouché sur l'appel à l'action relatif à la feuille de route pour la sécurité alimentaire mondiale, document auquel avaient souscrit plus de 100 États Membres.

Format

Le débat public sera présidé par le Secrétaire d'État des États-Unis, Antony Blinken. Les membres du Conseil sont invités à se faire représenter au rang de ministre des affaires étrangères. Les États Membres qui souhaitent participer au débat doivent indiquer le nom de leurs intervenants sur la liste des orateurs et des oratrices à l'aide du module eSpeakers de e-deleGATE. Il leur faudra également télécharger, dans ce même module, une lettre adressée à la présidence du Conseil de sécurité, dûment signée par le (la) représentant(e) permanent(e) ou chargé(e) d'affaires par intérim et contenant une demande de participation au titre de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil. L'inscription sur la liste des orateurs et des oratrices sera ouverte à 9 h 30 le 31 juillet, le troisième jour ouvrable précédant la date de la réunion. Afin de permettre au plus grand nombre possible de délégations de participer, les interventions ne devront pas dépasser trois minutes.

Intervenant(e)

- La Coordinatrice des Nations Unies pour la prévention de la famine et la réponse
- La Fondatrice et directrice exécutive d'Edesia, M^{me} Navyn Salem
- Le Président et Directeur général du Comité international de secours, David Miliband

Questions d'orientation

Les questions suivantes peuvent aider à orienter les interventions des États Membres :

1. Comment le Conseil de sécurité, les États Membres, les organisations philanthropiques et le secteur privé, ainsi que la société civile, œuvrant de concert avec d'autres partenaires du système des Nations Unies, peuvent-ils mieux s'aligner sur les mesures d'anticipation visant à prévenir les formes les plus graves de faim provoquées par les conflits et les changements climatiques ?
 2. Quels types d'investissements seront les plus indiqués pour remédier aux causes profondes de l'insécurité alimentaire engendrée par les conflits qui finissent par provoquer la famine ? Quels rôles spécifiques les États Membres, la société civile, les organes multilatéraux et le secteur privé peuvent-ils jouer pour améliorer la résilience des systèmes alimentaires ?
 3. Comment les États Membres peuvent-ils renforcer la collaboration et l'obligation de rendre compte pour accéder plus facilement aux civils ayant besoin d'une assistance vitale pendant les conflits, tout particulièrement aux enfants de moins de 5 ans, ainsi qu'aux femmes et aux filles ?
 4. Comment le Conseil de sécurité a-t-il réussi à catalyser les efforts mondiaux visant à prévenir la faim sévère et la malnutrition aiguë dans les conflits, et quelles sont les meilleures pratiques à reproduire et à extrapoler à l'avenir ?
 5. Que peut faire de plus le Conseil pour réduire au minimum les effets des conflits et du climat et éviter qu'ils n'aggravent l'insécurité alimentaire et les famines dans le monde ?
-